

Les consulats suisses à l'étranger reçoivent le journal.

Quatrième année. — N° 98

Prix du numéro 10 centimes

Samedi 6 Décembre 1890

Bureaux: Rue Neuve, 19



ABONNEMENTS

Un an : Six mois :
Suisse . . . 6 fr. 3 fr.
Union postale . 12 » 6 »
On s'abonne à tous les bureaux de poste

Paraissant le mercredi et le samedi, à Bienne

ANNONCES

Provenant de la Suisse . . 20 ct. la ligne
» de l'étranger . . 25 »
Minimum d'une annonce 50 centimes
Les annonces se paient d'avance

Organe de la Société intercantonale des industries du Jura, des Chambres de commerce, des Bureaux de contrôle et des Syndicats industriels.

Apprentissages

Le canton de Neuchâtel, toujours à l'avant-garde lorsqu'il s'agit de créations utiles dans le domaine économique et social, vient d'être doté, par son Grand Conseil, d'une loi sur la protection des apprentis qui pourra bientôt entrer en vigueur, aucune campagne référendaire n'étant à prévoir.

Cette loi, dont nous publions le texte plus loin, est destinée à rendre de réels services aux industries neuchâteloises, tout particulièrement à l'industrie horlogère, grâce à la surveillance permanente à laquelle seront soumis les apprentissages, grâce aussi aux examens des apprentis à leur sortie d'apprentissage, organisés il est vrai à titre facultatif, mais qui n'en seront pas moins un puissant stimulant pour les jeunes gens qui se vouent aux carrières industrielles.

On remarquera le rôle important que joueront, dans l'application de la loi, les syndicats professionnels organisés; c'est une sorte de consécration officielle donnée à ces institutions et une sanction du rôle nécessaire et fécond qu'ils peuvent jouer dans notre ménage industriel. La loi neuchâteloise sur la protection des apprentis leur donne une nouvelle raison d'être et contribuera certainement à leur développement.

Loi sur la protection des apprentis

(Du 21 novembre 1890)

LE GRAND CONSEIL

de la République et canton de Neuchâtel;

Dans le but de relever l'apprentissage et de développer la valeur professionnelle des ouvriers dans les divers arts et métiers pratiqués dans le canton et tout spécialement

dans les diverses branches de la fabrication de la montre,

Sur le rapport du Conseil d'Etat et d'une commission spéciale;

Décree :

TITRE I.

De la surveillance des apprentis

Article premier. — Les apprentis sont placés dans chaque localité sous la surveillance de l'autorité communale.

Cette surveillance, selon les besoins et l'importance des localités, pourra être confiée par le conseil communal à une commission spéciale des apprentissages composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers particulièrement aptes à remplir cette mission.

Art. 2. — Dans les localités où sont établis des conseils de prud'hommes, ceux-ci auront à exercer, sous le contrôle de l'autorité communale, la surveillance des apprentis pour lesquels aucune surveillance spéciale n'aura été organisée par les syndicats de la profession, conformément à l'article 3 ci-après.

Si la commission spéciale des apprentissages dont le fonctionnement est prévu par l'article 53 de la loi sur les conseils de prud'hommes ne peut suffire au service de surveillance des apprentis, les conseils de prud'hommes pourront répartir ce service entre plusieurs commissions mixtes correspondant aux divers groupes professionnels placés sous leur juridiction.

Art. 3. — Dans les localités où les patrons et les ouvriers d'une même profession ont constitué des syndicats professionnels, ceux-ci pourront être investis sur leur demande et par décision spéciale du Conseil d'Etat de la mission de surveiller, sous le contrôle de l'autorité communale, les apprentis qui se rattachent à la profession, à charge toutefois de justifier qu'ils représentent la majorité au moins des intéressés, tant dans la catégorie des patrons que dans celle des ouvriers, et de rendre compte chaque année au Conseil communal des résultats de leur surveillance.

Cette surveillance devra toujours s'exercer par les soins d'une commission dont les membres seront élus pour une moitié par le syndicat des patrons et pour l'autre moitié par celui des ouvriers.

Art. 4. — Si l'existe pour représenter les intérêts de la profession qu'un seul syndicat, soit de patrons, soit d'ouvriers, celui-ci pourra

néanmoins demander, en justifiant qu'il réunit dans son groupe les adhésions de la majorité des intéressés, que la surveillance des apprentis de la profession soit confiée à une commission composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers choisis dans la profession, et à l'élection de laquelle il concourra pour une moitié. Le Conseil communal élira l'autre moitié des membres de la commission en les choisissant dans la catégorie qui n'est pas représentée par un syndicat.

Art. 5. — Les délégués de l'autorité communale ainsi que ceux des commissions chargées de la surveillance des apprentis auront le droit en tout temps de visiter les apprentis dans les ateliers où ils travaillent et de contrôler la marche de l'apprentissage.

Art. 6. — Ils devront s'assurer entre autres que l'apprentissage n'est pas négligé et que le patron enseigne ou fait enseigner à l'apprenti d'une manière graduelle et complète la profession, l'art, le métier ou la branche de métier qui fait l'objet du contrat d'apprentissage.

Art. 7. — S'ils viennent à constater dans l'exercice de leur surveillance ou à la suite de plaintes, des faits d'abus, de négligence ou de mauvais traitement, ils interviendront aussitôt pour la protection de l'apprenti et préviendront en même temps ses parents, son tuteur ou la commune qui l'a placé.

Art. 8. — Il est interdit à un patron d'engager un apprenti sans un contrat écrit déterminant la durée de l'apprentissage, les conditions de prix et, cas échéant, de logement et de nourriture, les obligations réciproques des parties, et signé par le père ou la mère de l'apprenti ou son représentant légal.

Ce contrat devra être exhibé, sur leur demande, aux délégués chargés de la surveillance des apprentis.

Art. 9. — Il lui est de même interdit d'employer l'apprenti à d'autres travaux et services qu'à ceux qui concernent l'exercice de sa profession, sous réserve toutefois de circonstances exceptionnelles ou de certains travaux et services sanctionnés par l'usage et admis par les autorités préposées à la surveillance des apprentis.

Art. 10. — Il devra être accordé à l'apprenti sur sa journée de travail le temps nécessaire pour son enseignement religieux ainsi que pour l'enseignement scolaire exigé par la loi.

Art. 11. — La durée de la journée normale

des apprentis ne pourra dépasser 10 heures pour les apprentis de 13 à 15 ans et 11 heures pour ceux âgés de plus de 15 ans, y compris les heures consacrées à l'enseignement scolaire et à l'enseignement religieux.

Dans la règle, aucun travail de nuit ne peut être imposé aux apprentis; il ne peut de même être astreints à aucun travail de leur profession les dimanche et jours fériés.

Est considéré comme travail de nuit tout travail fait entre 8 heures du soir et 5 heures du matin.

Art. 12. — Il pourra toutefois être dérogé aux règles qui précèdent pour les professions et industries qui exigent un travail de nuit, pour celles qui doivent s'exercer le dimanche, mais le Conseil d'Etat ainsi que les autorités communales et les commissions de surveillance auront en tout temps le droit d'exiger que ces dérogations soient expressément autorisées.

Art. 13. — Il sera institué par le Conseil d'Etat auprès du département de l'industrie et de l'agriculture une commission dans laquelle seront représentés autant que possible les divers syndicats professionnels officiellement reconnus, et qui sera chargée d'étudier les améliorations que pourra comporter le service de protection et de surveillance des apprentis et les moyens de relever de plus en plus la valeur des apprentissages et le savoir professionnel des ouvriers.

Elle arrêtera en outre, sur le préavis des commissions d'apprentissage et des syndicats professionnels, le programme des examens d'apprentis prévus au titre ci-après.

(A suivre.)

INTERPRÉTATION

des

autorités douanières américaines

concernant

la section du tarif Mac-Kinley

La section 6 du nouveau tarif américain dit ce qui suit :

Sect. 6. — Dès et après le 1er Mars 1891, tous les articles de fabrication étrangère qui sont usuellement ou ordinairement marqués, insculpés, estampillés, ou étiquetés, ainsi que tous les emballages contenant ces articles ou d'autres articles importés, doivent être respectivement marqués, insculpés, estampillés ou étiquetés, visiblement et en mots anglais lisibles, de manière à indiquer leur contrée d'origine et s'ils ne sont ainsi marqués, insculpés, estampillés ou étiquetés ne seront pas admis à l'entrée.

D'après l'interprétation la plus autorisée des autorités douanières, ceci veut dire :

1° Que, après le 1er mars 1891, tout article étranger portant un nom, marque, estampille ou étiquette, doit avoir également, sur le dit article, l'indication en anglais du nom du pays où il a été fabriqué.

2° L'emballage de cet article doit porter également, en anglais, le nom du pays où cet article a été fabriqué.

3° Les emballages de tous les autres articles étrangers, doivent porter, en anglais, le nom du pays où ces articles ont été fabriqués.

4° La caisse d'emballage, contenant des marchandises de fabrication étrangère, doit porter, en anglais, le nom du pays où les marchandises qu'elle contient, ont été fabriquées.

5° Si les prescriptions ci-dessus de la loi ne sont pas observées, les marchandises ne sont pas admises à entrer aux Etats-Unis.

Le secrétariat de la Société Intercantonale, est à disposition des intéressés, pour tous renseignements ultérieurs ou détails d'application des prescriptions ci-dessus énoncées.

Résistance au bill Mac-Kinley

On annonce la formation d'une « Ligue d'étude et de défense commerciales pour remédier aux dommages causés par les lois douanières votées aux Etats-Unis ». Le siège est fixé à la Bourse de commerce de Paris.

De nombreuses notabilités du commerce, de l'industrie et de la finance, ainsi qu'un certain nombre de sénateurs et de députés sont à la tête de la Ligue, dont le programme est ainsi tracé :

A. Rechercher en France et dans chaque pays d'Europe, au moyen d'une enquête où seront appelés tous les intéressés — industrie par industrie, — quels sont les dommages causés par les bills Mac-Kinley et Edmunds.

B. Fournir au gouvernement français des études nettes et précises pour qu'il puisse négocier utilement avec les Etats-Unis et en obtenir qu'ils cessent d'appliquer les bills aux produits français.

C. Montrer aux Etats-Unis tout le préjudice économique et financier que la France pourrait leur causer s'ils continuaient à frapper ses produits de leurs lois douanières oppressives.

— Plusieurs bills ont été déposés à la Chambre pour autoriser le monnayage illimité de l'argent; d'autres bills demandent des exemptions de droits pour de nombreux articles, notamment pour les objets d'étain, de fer-blanc, les outils d'agriculture, la laine et de certaines matières premières. Ces bills réclament en outre l'annulation des surtaxes du tarif Mac-Kinley.

— Le rapport Windom au Congrès signale les inconvénients des excédents budgétaires excessifs; il reconnaît qu'il pourrait devenir nécessaire de modifier la loi Mac-Kinley, mais il en demande un essai loyal préalable. Il recommande l'adoption de la loi sur l'argent. Il exprime l'avis que le système métrique devra devenir obligatoire en 1895 dans le service des douanes. Il annonce un projet interdisant l'immigration des gens indignes d'être naturalisés.

Affaire Pateck-Schwob

Un correspondant de Neuchâtel du *Moniteur de la bijouterie et de l'horlogerie*, de Paris, indique comme suit le point de vue admis par le tribunal :

1° Que l'inscription du mot « Pateck » ne pouvait être considérée malgré un usage général et une tolérance remontant à plus de 40 ans comme tombée dans le domaine public;

2° Que le mot « Pateck » faisant partie de la raison de commerce Pateck Philippe et Co à Genève, telle qu'elle a été déposée, Armand Schwob et frère avaient excédé leurs droits en acceptant de leurs fabricants et en livrant au commerce un certain nombre de montres portant gravées sur leur cuvette intérieure le mot « Pateck »;

3° Qu'un dommage indirect avait pu être causé à la maison Philippe Pateck et Co par l'emploi du mot « Pateck » qui aurait pu faire considérer par les personnes étrangères à l'industrie et au commerce de l'horlogerie, les montres revendues à l'étranger par les

acheteurs en gros d'Armand Schwob et frère, comme des produits de la maison Pateck Philippe et Co;

4° Enfin qu'en l'absence de tous renseignements précis et positifs fournis par la maison Pateck Philippe et Co qui réclamait une somme de 50,000 francs, on pouvait évaluer le dommage dont Armand Schwob et frère devaient réparation à une somme de 15,000 fr.

5° Sur la question de bonne ou de mauvaise foi le tribunal a été unanime à constater l'ancienneté et la généralité de l'emploi du mot « Pateck » dont Pateck Philippe et Co se plaignaient pour la première fois; il a indiqué les raisons que Armand Schwob et frère avaient pu avoir de supposer licite un acte cependant contraire aux règles protectrices des marques de fabrique et des raisons de commerce en vigueur depuis 1879, et conclu que dans ces conditions il n'y avait lieu d'accorder à Pateck Philippe et Co aucune publication du jugement dans aucun journal de la Suisse ou de l'étranger.

Société intercantonale des industries du Jura

Séance du 5 décembre 1890

L'assemblée des délégués et du comité central de la Société intercantonale des industries du Jura a eu lieu à Berne hier 5 courant, à 3 heures après midi. Elle était fortement revêtue et MM. Numa Droz, conseiller fédéral, Robert Comtesse, Ch.-Emile Tissot, Grosjean, Dufour et Jeanhenry, conseillers nationaux, Viqueraz, conseiller d'Etat de Vaud, y assistaient.

En ouvrant la séance, M. le président Etienne donne lecture de l'article paru dans le numéro 97 du 3 courant de la *Fédération horlogère*, traitant la question des boîtes de montres importées en Suisse et ajoute qu'on ne saurait mieux poser cette question que le fait ledit article.

Après une longue discussion, au cours de laquelle MM. Numa Droz et Arnold Grosjean entrent dans les détails les plus circonstanciés et intéressants, concernant la question des positions du tarif douanier, s'appliquant à l'horlogerie, l'assemblée à l'unanimité se rallie au vœu suivant :

Il est désirable que la question reste pendante devant les Chambres fédérales, jusqu'au moment où un supplément d'enquête permettra à l'Intercantonale de formuler ses devis d'une manière définitive et en parfaite connaissance de cause. — Le bureau est chargé de recueillir les éléments de cette nouvelle enquête, qui doit éclaircir certains points de statistique, sur lesquels les opinions paraissent différer sensiblement.

Une nouvelle réunion de l'Intercantonale sera donc convoquée avant la session du printemps des Chambres fédérales, pour discuter le rapport de son bureau et adopter des conclusions.

La position financière pour l'exercice prochain trouve une solution favorable par l'assurance de ressources permettant d'équilibrer le budget. L'assemblée vote les résolutions suivantes :

1° Les indemnités de déplacement aux délégués seront payées pour l'exercice 1890. Elles pourront l'être dans l'exercice prochain, pour autant que l'état de ses finances le permettra. L'article 8 des statuts devra donc être à l'avenir et jusqu'à nouvel ordre, interprété dans ce sens.

2° Le service des renseignements et tous les services actuels de la société sont maintenus sans changement. Les sections seront

invitées, par une circulaire, à favoriser l'extension du bureau de renseignements, en faisant généralement et plus fréquemment usage de ses services.

3° Il ne sera pas fait appel aux prestations financières des sections, prévues à l'article 14 des statuts.

Le comité en charge est confirmé à l'unanimité dans ses fonctions pour l'année 1891.

Les sections de Genève sont désignées pour fournir les vérificateurs des comptes de l'exercice 1890. La prochaine assemblée de délégués aura lieu à Genève et les comptes seront vérifiés à cette occasion.

Le délégué de la Société industrielle et commerciale de la Vallée de Joux, demande l'appui de l'Inter cantonale pour obtenir du Département fédéral des postes et télégraphes, l'établissement d'une ligne téléphonique directe, allant de Genève à la Chaux-de-Fonds en passant par la Vallée du Lac de Joux et Ste-Croix. Il est pris acte de cette demande.

Le temps manquant pour traiter le dernier objet à l'ordre du jour : question soumise par l'Ecole d'horlogerie de Saint-Imier, ceci ensuite du départ des derniers trains permettant aux délégués de quitter Berne, la séance est levée à 7 h 1/4.

Secrétariat de l'Inter cantonale :
James PERRENOUD.

NOUVELLES DIVERSES

Péages. — Les recettes des péages se sont élevées en novembre à 2,436,122 fr. 98, ou 89,000 fr. 22 de moins qu'en 1889.

Les recettes de janvier à novembre s'élè-

vent à 28,088,249 fr. 61, soit 3,855,250 fr. 61 de plus que l'année précédente.

Exposition de 1889. — M. Lardy, ministre de Suisse à Paris, a reçu depuis quelques jours, les *diplômes* et *médailles* obtenus par les exposants suisses à l'exposition universelle de 1889. La légation enverra elle-même les distinctions destinées aux exposants suisses qui ont leur domicile en France. Les diplômes et médailles décernés aux exposants et collaborateurs résidant en Suisse ont déjà été dirigés sur Berne et seront transmis aux intéressés par le Département fédéral des affaires étrangères, division du commerce, sous forme de paquets *munis de son sceau*, ainsi que nous l'avons annoncé dans notre numéro du 13 novembre écoulé.

Comme on le sait, la Suisse s'est particulièrement distinguée à l'exposition de Paris, puisque sur 918 exposants, 829 ont été récompensés, soit le 90 %. Il a été attribué à la Suisse 33 grands prix, 133 médailles d'or, 232 médailles d'argent, 251 médailles de bronze ainsi que 180 mentions honorables. Il sera expédié en tout 982 diplômes et 754 médailles, ce qui naturellement exigera un certain temps. Nous ajoutons, à titre de renseignement, que les récompenses seront premièrement toutes préparées pour l'expédition et ensuite remises *simultanément* à la poste. *Feuille officielle du commerce.*

Consulats. — Au Conseil national, M. le conseiller fédéral Droz donne d'intéressants renseignements sur l'état actuel de la représentation de la Suisse à l'étranger et sur les motifs qui ont engagé le Conseil fédéral à demander pour l'année prochaine, à titre d'essai, la création de consuls de carrière à Londres, à Yo-Kohama et à Buenos-Ayres. L'excédent de 100,000 fr. prévu pour subsi-

des aux consulats suisses est en corrélation avec l'innovation projetée.

Echange des colis postaux avec le Portugal. — Le service des colis postaux entre l'Espagne et le Portugal, qui avait été suspendu ensuite de mesures sanitaires ayant été rétabli, on peut de nouveau expédier des colis postaux à destination du Portugal par voie de terre (France-Espagne).

Distinction. — La maison *Bastard et Redard*, fabrique de verres de montres à Genève, a été honorée d'une *médaille de bronze*, par l'académie nationale de France, pour les soins apportés à la fabrication de ses glaces, lentilles et fonds d'émail pour boîtes de montres.

— La deuxième exposition internationale de Paris 1890 au Palais de l'Industrie. — Plusieurs maisons suisses ont exposé leurs produits à l'exposition sus-nommée dont la distribution des récompenses vient de commencer.

La maison *Constant Scheimbet* de Bienne a une fort belle vitrine à cette exposition, nous écrivons.

Le Jury vient de décerner à cette maison une médaille d'argent pour sa bonne fabrication et sa nouvelle montre « Rigi » à support automatique breveté.

Départs des navires de Gènes pour les Etats de La Platta. — Pour le mois de décembre les 1er, 2, 3, 12, 15, 20 et 24.

Liste des marchands horlogers actuellement à la Chaux-de-Fonds à l'hôtel de la Fleur-de-Lis : Liste dressée vendredi 5 décembre 1890, à 5 heures du soir : MM. — Salasnik, Berviczew.

Le rédacteur responsable : Fritz HUGUENIN

FABRIQUE DE BOITES DE MONTRES

Métal et acier finies
USINE HYDRAULIQUE
Système interchangeable
par procédé mécanique 1235

CHATELAIN & GIGON

à la Rasse de Fournet Blanche, Roche (Doubs)

VOLLENWEIDER & C^{IE}

Successeurs de E. Durussel

6 Monbijou — BERNE — 6 Monbijou

FRAPPE DE FONDS DE MONTRES
argent et métal

Grand choix de dessins
1175 Demandez album.

GRAVURE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE
Spécialité de poinçons
en tous genres

Marques de fabrication
Enregistrement au bureau fédéral.

CLICHÉS TYPOGRAPHIQUES

MAX THUM & C^{ie}

MÉCANICIENS-CONSTRUCTEURS

GENÈVE

Machines de précision à l'usage de l'Horlogerie et de la Bijouterie : Balanciers. — Blocs à cylindre. — Matrices et poinçons. — Perceuses. — Taraudeuses. — Planteuses. — Tours divers, automatiques ou non automatiques. — Fraiseuses. — Machines à tailler, automatiques et autres, etc.

INSTALLATION COMPLÈTE D'USINES POUR LA FABRICATION MÉCANIQUE, d'après les derniers perfectionnements. 603

Outils divers pour la petite et la moyenne mécanique. — Tours amateurs.

La maison reçoit les offres de MM. les Inventeurs pour l'exploitation de leurs brevets.

MAISON FONDÉE EN 1879

F. REYMOND & C^{IE}

88, AVENUE DE LA GARE BIENNE AVENUE DE LA GARE, 88

MÉTAUX POUR HORLOGERIE

Agence exclusive et Dépôt de :

MM. La Salle & C^{ie},
Kriens, près Lucerne.

Marque déposée :
PLATINIUM

Tit. Société westphalienne pour le laminage du nickel, à Schwerte. (Ancienne maison Fleitmann & Witte).

Laiton, cuivre et alliages spéciaux pour l'horlogerie

Tit. Société industrielle et commerciale des métaux, Paris. (Usine de Bornel).



F. REYMOND & C^{IE}

MM. John Wallis & Sons à Birmingham.

Maillechort, Packfung, Chrysocale, Similor, etc.

Tubes cuivre et laiton, unis et profilés.

Acierles et tréfileries d'Havelock près Sheffield.

Aciers sous toutes formes. Spécialités de bandes et de fils. 1203

Stock important en magasin.

ENTREPOTS :

aux Magasins généraux, à Genève
et
à la Villette, à Paris.

Adresse pour télégrammes :

REYMOND, BIENNE.

TÉLÉPHONE

MM. DUBAIL, MONNIN, FROSSARD & C^{IE} à Porrentruy

RECOMMANDENT LEURS

MACHINES A TOURNER LES BOITES

OR, ARGENT, ACIER ET NICKEL (invention FROSSARD)

AVEC NOUVELLES PINCES BREVETÉES

2	de ces machines fonctionnent depuis 1884 chez M. E. VARIN à Fontenais (Suisse).
4	» » » » 1885 à la manufacture FAVRE-JACOT au Locle.
3	» » » » 1887 à la fabrique de boîtes d'or GUILLOD & CHALLANDES à Chaux-de-Fonds.
1	» » » » 1887 à la fabrique de boîtes au Noirmont.
3	» » » » 1887—1888 à la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE à Porrentruy.
2	» » » » 1888—1889 chez M. HENNEMANN à Fontenais.
2	» » » » 1888—1889 chez M. FIEROBE à Porrentruy.
2	» » » » 1890 chez MM. BERTHET Fes à Charmauvillers (Doubs).
2	» » » » 1890 chez MM. CONRARD & TSCHANN à Porrentruy.
2	» » » » 1890 chez MM. SIMON & Cie à Porrentruy.
2	» » » » 1890 chez M. GROSRENAUD à Besançon.
2	» » » » 1890 chez MM. JEAMBRUN, Fes à Charmauvillers (Doubs).

1227

MANUFACTURE D'HORLOGERIE

1084

Spécialité de montres à clef pour l'Angleterre, l'Amérique, l'Orient et les colonies

COULLERY FRÈRES

FONTENAIS près Porrentruy (Suisse)

FABRIQUE D'HORLOGERIE

EN OR, ARGENT, ACIER, MÉTAL
EN TOUS GENRES ET POUR TOUS PAYS

PAUL JEANNOT

Barcelone Genève Chaux-de-Fonds Londres
Plaza Real 2. Rue du Mont Blanc 26. Rue du Parc 65. Holborn Viaduct 33.

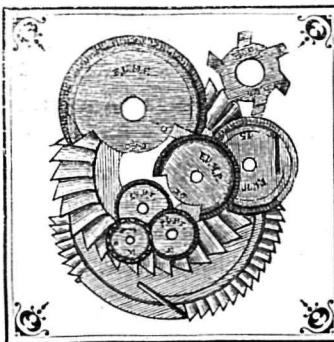
Spécialité de montres
avec réglage de précision fait mécaniquement

MARQUE DÉPOSÉE POUR CE GENRE

Toutes montres revêtues
compagnées d'un certi-
servatoire suisse ou
vrées en argent, en acier



de cette marque sont ac-
ficat officiel d'un ob-
étranger. Elle sont li-
et en or. 1113



Fabrique de Fraises

EN TOUS GENRES
POUR HORLOGERIE
petit et gros volume
USINE à VAPEUR

F^{IC} Ulysse Munier fils
à Reconvillier
JURA BERNOIS (SUISSE)

Envoi franco d'échantillons
et prix - courant sur demande.

905

ÉCOLE D'HORLOGERIE ET DE MÉCANIQUE

de Bienne.

140

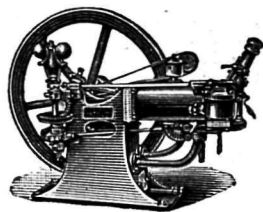
Apprentissage d'horlogerie complet: 3 ans. Apprentissage d'horlogerie pour spécialités: 12 à 18 mois. Apprentissage mécanicien: 3 ans; les élèves apprennent à faire les outils pour fabrication mécanique, système perfectionné. Cours théoriques dans les deux langues. Nouvelles méthodes d'enseignement donnant d'excellents résultats. Entrée à toute époque. S'inscrire auprès du directeur.

LA COMMISSION.

J. WYSS FILS, CHAUX-DE-FONDS

Nouveaux genres de cadrans paillonnés
en émaux transparents teintes RUBIS
BLEUES, OPALES, etc., etc., sur plaques
gravées et flinquées. 958

CES GENRES SONT BREVETÉS

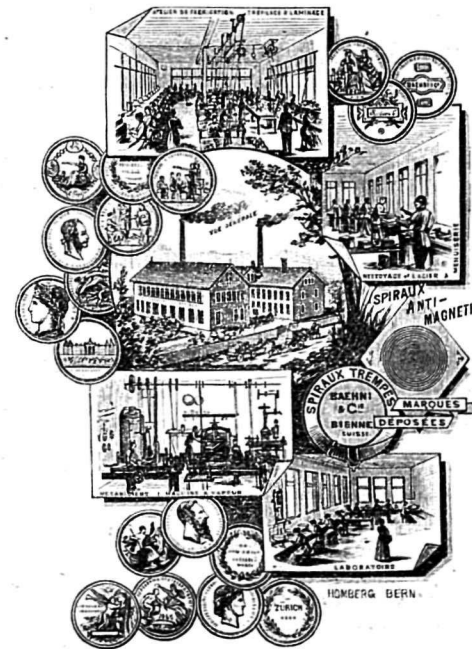


F. MARTINI & C^{IE}, FRAUENFELD

Moteurs à gaz. (O F 1317)

Moteurs à pétrole. 964

Moteurs hydrauliques.



MAISON FONDÉE EN 1863

FABRIQUE DE SPIRAUX

PRODUCTION ANNUELLE 6,000,000

1086

BÄHNLI & C^{IE} BIENNE

(SUISSE)

Spiraux en tous genres — Trempés et ordinaires
SPIRAUX ANTI-MAGNÉTIQUES

AVIS

L'imprimerie de la Fédération horlogère suisse se commande à MM. les Horlogers et aux Sociétés pour l'exécution prompte et soignée de tous les travaux dont ils ont besoin.

984

CH. GROS FILS
St-Imier. 10

Fabrique de „La Maisonnette“
PAUL MATTHEY-DORET
 au LOCLE (Suisse)

Marque de fabrique



Spécialité de montres à ancre
 double plateau
REMONTOIRS

fabriquées par procédés mécaniques perfectionnés, en 17, 18, 19 et 20 lignes

— Verre et Savonnette —
 or, argent, acier et métal

Toutes les montres de La Maisonnette portent la marque de fabrique frappée dans les fonds des boîtes

déposée.

Se méfier attentivement des imitations du nom de
LA MAISONNETTE

1176

SOCIÉTÉ SUISSE D'ASSURANCES
 contre les accidents, à Winterthour

Capital social Fr. 5,000,000 — Capital versé Fr. 1,000,000

La Société conclut contre primes fixes :

- I. Assurances individuelles contre les accidents de toute espèce pendant et hors du travail.
- II. Assurances de voyages pour courte durée à partir de 2 jours.
- III. Assurances maritimes ainsi qu'assurance pour séjour en pays non européens.
- IV. Assurances collectives avec ou sans responsabilité civile.

L'Agent général à Neuchâtel: **M. A. GAUCHAT-GUINAND.**

934

LA DIRECTION.

GUGGENHEIM & FILS, KREUZLINGEN (Thurgovie)
 achètent chaque quantité de 1066

DÉCHETS LAITON

à de BONS PRIX contre paiement comptant.

J. H. BENKER, BIENNE
 (derrière la gare)

111

DÉPOT D'ACIERS ANGLAIS
 en barres, tôles, bandes et en fil

Spécialité

Aciers pour outils et pour horlogerie.

Seules médailles d'argent. Exposition universelle, Paris 1878. — Paris 1889. — Médaille Chaux-de-Fonds 1881. — Diplôme Zurich 1883.

FABRIQUE D'AIGUILLES DE MONTRES EN TOUS GENRES ET QUALITÉS

Genève **WAGNON FRÈRES** Genève
 Rue des Voirons 11 Rue des Voirons 11
 Maison fondée en 1812 1116

DÉPOT AU LOCLE

Spécialité d'aiguilles Louis XV, ciselées or, acier, en composition dorée. Petites et grandes secondes, Chronographes, quantième, compteurs, etc.

HOTEL DE BIENNE
 (BIELERHOF)

vis-à-vis de la gare

Etablissement recommandable à MM. les voyageurs de commerce touristes ainsi qu'aux Sociétés.

Bonne cuisine — Vins naturels — Chambres à différents prix — Grandes salles — Bains et douches à l'hôtel — Table d'hôte à midi 10 minutes — Plats du jour — Restauration à la carte à toute heure — Exposition permanente d'horloges. Tous les mardis, marché d'horlogerie. 931
 Se recommande **C. RIESEN-RITTER, propriétaire.**

FABRIQUE DE BALANCIERS COMPENSES
 et façon compensés en tous genres

MAISON FONDÉE EN 1851

1102

GEORGES ROULET
 PONTS-MARTEL (Suisse)

Ouvrage fidèle et garanti
SOIGNÉ BON COURANT
 Tous mes balanciers soignés et ordinaires sont garantis pour couper

FABRIQUE D'HORLOGERIE

en tous genres

Spécialité de montres remontoirs pour dames
 de 10 à 13 lignes

VUILLIOMENET-REINHARDT

BIENNE (Suisse)

Fabrique de montres — Usine à vapeur

G. MULLER & C^{IE}
 NIEDERBIPP (Suisse)

903

Spécialité de remontoirs 18 lignes en tous genres

PIERRES EN TOUS GENRES

pour mouvements d'horlogerie, en un mot tout ce qui se fait en pierres pour le mouvement de la montre : Contre-pivots, ellipses, rouleaux Duplex, etc. Pierres pour boussoles, télégraphes, distributeurs d'eau, etc.

Assortiments spéciaux pour le rhabillage.

Calibres de précision basés sur le système métrique
 au 1/10 et 1/100 mm, savoir :

Filière à pivot, filière au grand diamètre, filières pour ellipses, rouleaux Duplex, etc.

L.-E. JUNOD, LUCENS (Suisse)

Marque de fabrique

Maison fondée en 1850.
 occupant plus de 800 ouvriers



La plus importante du
 monde

Récompenses aux expositions de Londres 1862, Chaux-de-Fonds 1881, Paris 1889.
 VENTE EXCLUSIVEMENT EN GROS AUX MARCHANDS DE FOURNITURES

Envoi de prix-courants sur demande.

933

Achat de diamants, rubis, saphir chrysolithe, grenat bruts.

ÉTABLISSEMENT MÉTALLURGIQUE

Achat de cendres et lingots sur essai

Fonte de déchets de toute nature

VENTE D'OR FIN POUR DOREURS

AUF RANG & C^{IE}
 BIENNE

Dépôt de coke de St-Etienne — Charbons de bois
 Creusets de toutes espèces

GROS & DÉTAIL

929